

Introduction au versement du contrôle sanitaire

Versement 20100229

Ce versement est constitué par une partie des archives du contrôle sanitaire qui ont été conservées par l'Office Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (OSTPM), puis par l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM) qui l'a remplacé par décret du 14 octobre 1953, enfin par l'Ifremer à partir du 5 juin 1984, date de sa création par fusion du CNEEXO et de l'ISTPM. Créé en 1918 pour succéder au Service scientifique des pêches maritimes du ministère de la Marine marchande, régi par décret du 12 mars 1919, l'OSTPM est un établissement public de l'Etat, placé sous le contrôle du ministère chargé de la marine marchande. En 1969, l'ISTPM est délocalisé à Nantes. L'OSTPM est chargé d'effectuer, suivant les directives du Conseil d'Administration ou du ministère chargé de la Marine marchande tous les travaux et recherches relevant du domaine des sciences de la mer et intéressant directement ou indirectement les pêches maritimes et les industries qui s'y rattachent.

En particulier, il est chargé du contrôle de la salubrité des coquillages, de la fabrication des conserves de poissons et des animaux marins et de la salubrité des ateliers de marée et des expéditions de poissons sur le littoral, de l'utilisation des sous-produits de la pêche et des déchets de poissons et d'animaux marins, de l'application des normes destinées à garantir la qualité des produits de la pêche fabriqués. Il représente le gouvernement français dans les Conseils internationaux qui traitent des questions concernant l'exploitation scientifique des mers et leur exploitation rationnelle. Il organise les activités scientifiques et techniques et les contrôles dans les territoires d'outre-mer, dans les conditions fixées par le ministère de la Marine marchande et le ministère intéressé.

L'OSTPM comprend trois services : un service administratif, un service des recherches scientifiques et techniques disposant de quatre centres à Paris (Direction), sur la Manche (Boulogne-sur-Mer et Roscoff), l'Atlantique (La Rochelle) et la Méditerranée (Marseille) avec des stations expérimentales de biologie ostréicole et conchylicole situées à Roscoff, Auray, La Tremblade, Arcachon et Sète (la dernière créée). Un service de biochimie poursuit des recherches sur la constitution physique et chimique des produits de la mer en vue de leur utilisation rationnelle. Enfin, les laboratoires maritimes de l'Université et du Muséum National d'Histoire Naturelle, collaborent aux recherches entreprises par l'OSTPM. Un navire océanographique, le Président-Théodore-Tissier, spécialement équipé pour procéder à des recherches d'océanographie et de biologie marine est armé par l'OSTPM. Il est assisté par la Marine nationale dans ses travaux en mer grâce aux bâtiments chargés de la protection et de la surveillance des pêches. Les services de l'Inscription maritime participent aux travaux effectués dans le voisinage de la côte. L'assistance de l'Armement à la pêche est mise à contribution pour les recherches spéciales à effectuer sur les différentes pêcheries exploitées par l'armement français. Un service des contrôles basés sur l'analyse et la recherche, un laboratoire de chimie et plusieurs laboratoires de bactériologie y sont spécialement affectés.

Laboratoires

Outre le centre national de Nantes, établi en 1969, qui comporte plusieurs laboratoires spécialisés, l'ISTPM dispose de 14 laboratoires dont 10 sont répartis sur le littoral métropolitain et 4 situés outre-mer, à Saint-Pierre et Miquelon, à la Martinique, en Guyane et à la Réunion. Ces laboratoires ou centres de recherche sont soit spécialisés dans un domaine tel que les pêches maritimes (Boulogne/Mer, Lorient, Roscoff..) ou les cultures marines (La Trinité/Mer, La Tremblade, Arcachon), soit polyvalents (Ouireham, La Rochelle, Sète et les laboratoires d'Outre-mer).

Dans le cadre de ses activités, l'ISTPM dispose également de moyens d'essais (bassins d'essais des engins de pêche) à Boulogne-sur-Mer et à Lorient, de stations expérimentales conchyliques (Bouin en Vendée, Neyran en Gironde, Guyane), de parcs expérimentaux (La Tremblade, étang de Thau) et d'une écloserie expérimentale de homards à l'île d'Yeu, appartenant à la Profession et dont il assure la gestion technique.

Les ressources principales de l'OSTPM puis de l'ISTPM proviennent des subventions de l'Etat, inscrites au Budget de la Marine marchande, et du produit des taxes de contrôle de la salubrité des coquillages, de la fabrication des conserves de poissons et animaux marins, du contrôle de la marée, de l'utilisation effective des sous-produits de la pêche et des déchets de poissons, des armements à la pêche et des exploitations d'établissements de pêche.

Description du versement

Le présent versement concerne l'activité de contrôle sanitaire des établissements et des coquillages sur tout le territoire national français. Il se compose de correspondances, de rapports, de cartes du littoral et d'établissements, d'arrêtés des Ministères et Préfectures pour ce qui concerne l'administration et l'activité dont il s'agit. On trouve également des rapports d'activité des inspections et des laboratoires de l'OSTPM et de l'ISTPM.

Un établissement de pêche maritime est une parcelle de terrain maritime, de surface variable, faisant partie soit du domaine public maritime, soit d'une propriété privée, et sur laquelle la culture des coquillages est autorisée par l'Administration de la Marine Marchande au profit d'une personne physique et morale, nommément désignée, à charge pour elle de l'exploiter dans des conditions définies. Le régime de « concession » d'établissement de pêche avait été créé par les décrets de 1915 et 1919. Dès 1920, un service de contrôle sanitaire ostréicole est créé à l'Office scientifique et technique des pêches maritimes. En application du décret du 31 juillet 1923, chaque établissement ostréicole reconnu salubre est inscrit sur une liste spéciale et immatriculé (article 3). Un certificat de salubrité est délivré à son exploitant (article 6). Tout colis d'huîtres expédié doit contenir un duplicata de ce certificat ou porter une étiquette sanitaire en tenant lieu avec le numéro de matricule sanitaire sous lequel l'établissement a été enregistré. Par la suite, la loi du 12 août 1934 autorise l'OSTPM à dresser des procès-verbaux des infractions à la réglementation sanitaire applicable aux huîtres et aux coquillages. La loi du 20 août 1939 étend le contrôle des huîtres à tous les coquillages susceptibles d'être consommés crus. Le contrôle qu'elle édicte est effectué dans l'intérêt de la santé publique sous le contrôle du Ministère de la Marine Marchande, par l'OSTPM en collaboration avec les organismes régionaux désignés par le Ministère de la Santé Publique.

La partie « correspondance des inspections » qui regroupe les articles 4 à 27 est classée par quartier maritime et secteur bactériologique allant de Boulogne-sur-Mer au sud-est de la France. La liste des secteurs bactériologiques est fournie en annexe. Tous les dossiers sont repérés par rapport à un plan de classement qui est joint également en annexe. Par exemple, un classement en 28.03 signifie que le dossier est relatif aux concessions dans la rade de Brest (28 se rapporte à la rade de Brest, tandis que 03 correspond aux concessions).

Parmi le personnel de l'OSTPM et de l'ISTPM, sont cités dans la description des arcticles :

- le directeur de 1925 à 1945, Edouard Le Danois, puis de 1945 à 1954, Jean Le Gall, à partir de 1954 jusqu'à 1970, Jean Furnestin
- les inspecteurs généraux du contrôle sanitaire, successivement Gustave Hinard, puis Louis Lambert et Maurice Boury,
- les inspecteurs principaux MM Charles Ysambart à Boulogne-sur-Mer, Rémy Ladouce à Paris, le Docteur Roger à Nantes, Alexandre Mercier à Marseille,
- les inspecteurs régionaux MM Trochon et Chaux-Thévenin à La Tremblade, Le Dantec à Arcachon, Alain Madec à Brest, Jean Borde à Saint-Servan, Herman à Auray, Jacques Audouin à La Rochelle, Brienne dans le nord, le docteur Teissonnière délégué dans le sud

- des inspecteurs et préparateurs des inspections locales.

Sigles

CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

OSTPM : Office Scientifique et Technique des Pêches Maritimes

ISTPM : Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes

Sommaire

1 Administration (1943-1969)

- 1.1 Gestion du personnel. Comptabilité des étiquettes
Sanitaires. Inscription des pêcheurs et reexpéditeurs article 1

2 Rapports annuels et mensuels des inspections (1960-1970)

- 2.1 Rapports d'activité annuels article 2
2.2 Rapports d'activité mensuels article 3

3 Contrôle sanitaire – Correspondance des inspections (1908-1972)

- 3.1 Quartiers de Boulogne, Amiens, Caen, Rouen article 4
3.2 Quartiers de Boulogne, Dieppe, Dunkerque article 5
3.3 Baie de Somme, Quartiers de Dieppe et Caen article 6
3.4 Quartiers de Caen, Cherbourg, Paimpol article 7
3.5 Quartiers de Cancale, Saint-Malo, Saint-Brieuc article 8
3.6 Quartiers de Paimpol, Tréguier, Lannion, Morlaix article 9
3.7 Quartiers de Brest, Camaret, Auray, Saint-Nazaire article 10
3.8 Quartiers du Guilvinec, de Concarneau, Lorient,
La Trinité-sur-mer article 11
3.9 Quartiers de Auray, Vannes, Saint-Nazaire article 12
3.10 Quartiers de La Rochelle, Noirmoutier article 13
3.11 Quartiers de Sable d'Olonne, Noirmoutier article 14
3.12 Secteurs de la Vendée, île de Ré, Baie de l'Aiguillon article 15
3.13 Quartiers de La Rochelle, île d'Aix article 16
3.14 Quartiers de Brest, de Marennes, Oléron article 17
3.15 Quartier de La Tremblade article 18
3.16 Haute-Seudre, Royan article 19
3.17 Station d'Arcachon, rive gauche de la Gironde article 20
3.18 Quartier d'Arcachon, Gironde article 21
3.19 Cap Ferret. Quartiers de Bayonne, Sète article 22
3.20 Quartier de Sète. Bassin de Thau article 23
3.21 Etang de Thau. Quartier de Martigues : étang de Berre,
quartier de Marseille article 24
3.22 Quartiers de Toulon, La Seyne-sur-Mer article 25
3.23 Quartier de Toulon article 26
3.24 Administration article 27

| | |
|---|------------|
| 4 Gisements naturels (1955-1969) | |
| 4.1 Quartiers de Boulogne à Morlaix | article 28 |
| 4.2 Quartiers de Morlaix à Noirmoutier | article 29 |
| 4.3 Quartiers de Noirmoutier à Toulon | article 30 |
| | |
| 5 Concessions (1961-1972) | |
| 5.1 Cotentin, rade de Brest | article 31 |
| 5.2 Secteur de Brest, Lorient, La Rochelle | article 32 |
| 5.3 Quartiers de La Rochelle, Marennes, Oléron, Arcachon | article 33 |
| 5.4 Quartiers d'Arcachon, de Sète jusqu'à Nice et Bastia | article 34 |
| | |
| 6 Zones insalubres – Périmètres de protection (1920-1969) | |
| 6.1 Quartiers de Boulogne, Dieppe | article 35 |
| 6.2 Secteurs de Saint-Brieuc, Paimpol, Brest, Vannes, Saint-Nazaire, Saint-Gilles | article 36 |
| 6.3 Quartiers de Lorient à Toulon | article 37 |
| | |
| 7 Gisements insalubres (1961-1969) | |
| 7.1 Baie de Somme, île de Ré, Marennes-Oléron, Arcachon, Méditerranée | article 38 |
| | |
| 8 Pollution – Vente - Limite territoriale (1961-1969) | |
| 8.1 Pollution de Boulogne à l'étang de Thau | article 39 |
| 8.2 Réorganisation de la mytiliculture. Vendée | article 40 |
| 8.3 Essais de myliculture. Dévasement | article 41 |
| | |
| 9 Sanctions - Répressions - Procès-verbaux (1920-1969) | |
| 9.1 Procès-verbaux, poursuites, sanctions | article 42 |
| | |
| 10 Procès-verbaux de contravention (1950-1959) | |
| 10.1 Procès-verbaux de contravention | article 43 |

Annexe 1 - Tableau des secteurs bactériologiques

| Région | Secteur |
|---------------|--------------------|
| 10 | Boulogne |
| 11 | Dunkerque |
| 12 | Wimereux |
| 13 | Etaples |
| 14 | Dieppe |
| 15 | Fécamp |
| 16 | Rouen |
| 10B | Ouistreham |
| 17 | Caen |
| 18 | Cherbourg |
| 19 | Granville |
| 20 | Saint-Malo |
| 21 | Cancale |
| 22 | Saint-Malo |
| 23 | Saint-Brieuc |
| 24 | Paimpol |
| 25 | Tréguier - Lannion |
| 20B | Brest |
| 26 | Morlaix |
| 27 | Les Abers |
| 28 | La Rade de Brest |
| 29 | Camaret – Audierne |

30 Lorient

31 Pont-L'abbé - Odet

32 Concarneau

33 Lorient

30B La Trinité-sur-Mer

34 Etel

35/36 Auray

37/38 Vannes

39 Saint-Nazaire

40 Nantes

41 Noirmoutier

42 Les Sables d'olonne

40B La Rochelle

43 Ile de Ré

44 L'Aiguillon

45 Nieul

46 La Rochelle

47 Chatelaillon

48 Fouras

60 La Tremblade

49 Rochefort

51/53 Oléron

54/58 Chapus

59 La Seudre

61/63 La Tremblade

64/67 Arvert – Etaules

68 Haute-Seudre

- 69 Royan (Gironde Rive Droite)
- 70 Arcachon**
- 71 Bordeaux - Verdon
- 72 Guyenne – Bassin d’Arcachon
- 73/74 La Teste
- 75 Gujan
- 76/77 Arcachon – Andernos
- 78 Cap Ferret
- 79 Bayonne – Saint-Jean-de-Luz
- 80 Port-Vendres**
- 81 Port-vendres – Leucate
- 82 La Nouvelle
- 83 Sète – Etang de Thau
- 80B Marseille**
- 84 Fos – Berre
- 85 Marseille
- 86 Le Brusc – Saint-Tropez – Toulon
- 87 Nice
- 88 Bastia – Ajaccio
- 90 Paris**

Annexe 2 - Plan de classement du Contrôle Sanitaire

| | |
|----|------------------------------------|
| 00 | Correspondance |
| 01 | Gisements insalubres |
| 02 | Zones |
| 03 | Concessions |
| 04 | Etablissements – Casier sanitaire |
| 05 | Documentation |
| 06 | Autres administrations |
| 07 | Gisements insalubres |
| 08 | Pollution – Etat sanitaire – Santé |
| 09 | Transport – Vente |
| 10 | Limites territoriales |
| 11 | Locaux – matériel |
| 12 | Personnel |
| 13 | Rapports périodiques |
| 14 | Statistiques régionales |
| 15 | Organisations professionnelles |
| 16 | Pêche |
| 17 | Aquaculture |
| 18 | Analyses |
| 19 | Répression –Sanctions |
| 20 | Etiquettes de salubrité |
| 21 | Pêcheurs – Reexpéditeurs |
| 22 | Importateurs |
| 23 | Importations |

| | |
|----|---------------------------------|
| 24 | Aménagement du littoral |
| 25 | Numération des bancs d'huîtres |
| 26 | Extension de la conchyliculture |